

v i v e r e

“ Malheurs et abandons demeurent en bon nombre, tout n'est donc pas fait. Si menu, si chétif et imparfait soit-il, ouvrage d'amateurs vaut mieux que point d'ouvrage.”

(Edmond Kaiser)

Chères Amies et chers Amis,

Marquant la 20^{ème} année de *Vivere* qui fut créé en octobre 1999, ce document présente un résumé sur l'action, les finances, l'équipe et sur l'avenir. Par simple demande vous pouvez recevoir tous les détails disponibles sur chaque sujet.

I L'ACTION

	Assistance aux victimes d'exactions et de répression	Assistance aux personnes âgées abandonnées	Lutte contre l'impunité	Assistance aux mères seules en très grande difficulté	Assistance nutritionnelle	Lutte contre le trafic des êtres humains & assistance aux victimes	Communication
Colombie					p. 9		
Congo RdC	p. 4	p. 4	p. 4	p. 4			
Golfe Persique						p. 18	
Maroc				p. 8			
Moldavie & Transnistrie		p. 14				p. 14	
Monde : abolition de la peine de mort et de l'emprisonnement à vie applicable aux mineurs	p. 20						
Ouzbékistan						p. 17	
Pakistan	p. 21						
Philippines	p. 22						
Suisse							p. 24
Syrie	p. 7				p. 7		
Trafic d'êtres humains						p. 11	
Ukraine			p. 16			p. 16	

II LES FINANCES p. 29

III L'EQUIPE p. 31

IV L'AVENIR p. 31

I L'ACTION

Au cours de cette année des membres de l'association ont effectué les missions suivantes sur le terrain ¹ :

- Pakistan et région du Golfe Persique en février
- Maroc en juin
- Ukraine, Moldavie et Transnistrie en juillet
- Sud et Nord Kivu, RdC en septembre
- Philippines en septembre

Ces missions durent d'une à trois semaines, permettant une meilleure analyse des réalités évolutives dans le contexte spécifique où le travail s'effectue, des contacts approfondis avec les partenaires locaux comme avec les divers acteurs institutionnels concernés par les programmes respectifs, la mesure des risques encourus tant par les populations cibles que par les militants agissant sur place.

Un contrôle de l'exécution du plan de travail et du bon emploi des ressources est au centre du cahier des charges de telles missions.

C'est aussi l'occasion de nouer de nouveaux contacts utiles pour l'initialisation, le renforcement, l'extension et/ou la diversification des activités soutenues par Vivere.

Notre accompagnement vise aussi à soutenir le renforcement de l'organisation amie dans sa propre capacité de recherche de fonds et de diversification des contributions solidaires. Tout progrès en ce sens signifie une meilleure autonomie des forces locales et donc leur meilleure efficacité générale ; subsidiairement et en proportion, les ressources de Vivere peuvent alors être dirigées vers d'autres fronts de travail où les acteurs locaux sont dépourvus du minimum indispensable pour mener leur combat en faveur des droits humains.

Notons enfin que de telles missions exigent une préparation appliquée et les aptitudes nécessaires afin de constituer une réelle valeur-ajoutée professionnelle, en termes de méthode et d'organisation, pour les équipes que nous rejoignons sur place.

¹ Nous saluons au passage avec gratitude les facilités et meilleures conditions tarifaires que nous accorde depuis des années l'agence Joker Voyages de Lausanne, en précisant qu'à plusieurs reprises des billets d'avion et/ou frais sur place sont supportés par nos responsables eux/elles-mêmes. De même, le temps d'absence est pris sur les congés annuels de chacun-e.

République démocratique du Congo, Sud Kivu

Situation

Selon nous les principaux facteurs de déstabilisation faisant obstacle à une pacification durable de la région des Kivu sont :

- L'impunité bénéficiant encore à tellement de dirigeants décrédibilisés qui ont trempé dans des délits de corruption et des crimes de sang
- Les ventes d'armes à des bandes & milices illégales
- La convoitise des ressources minérales et végétales de la région, régulièrement pillées par des forces nationales et étrangères sans foi ni loi.
- Nourries par un ou plusieurs facteurs ci-dessus, les velléités séparatistes de telle et telle faction.
- La porosité des frontières permettant aux bandes armées étrangères de commettre des ravages sur sol congolais.
- L'efficacité relative, souvent même dérisoire, de la présence de 17'000 casques bleus de la MONUSCO, qui relève de l'échec des Nations Unies dans cette région du pays.



Objectifs	Réalisations 2018
1 Assistance aux femmes victimes de viols et/ou de violences sexuelles, aux orphelins, et aux filles-mères. Partenaire local : Centre Tulizeni, Goma, Nord Kivu	Partenariat débuté en octobre 2015. Tulizeni abrite et protège 93 enfants non-accompagnés et 5 jeunes mères esseulées avec leurs bébés; il assiste aussi 75 femmes veuves ou répudiées provenant des camps de déplacés. Vivere a assumé les coûts de procédure d'adoption légale de sept orphelins et a contribué aux frais d'alimentation des enfants non-accompagnés.
2 Intensifier la lutte contre l'impunité en permettant à l'Auditorat militaire de siéger 'en brousse' afin d'instruire et de rendre jugement sur des dossiers d'accusation de militaires ou miliciens suspectés de crimes commis contre des citoyens, (meurtre, viol ou violences sexuelles, torture, sévices physiques, autres actes inhumains et dégradants). - Partenaire au Sud Kivu : Tribunal militaire et UCPDHO - au Nord Kivu : association Protection et Solidarité	Une Chambre foraine a été organisée à Kazimia en septembre. Les 28 opérations menées depuis 2006 visent à : - mettre en jugement des suspects détenus ou bien localisés en territoire de Fizi qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas être transférés devant le tribunal d'Uvira de l'Auditorat militaire - donner à réfléchir aux criminels encore en liberté, comme à ceux qui seraient tentés de commettre des abus à l'avenir - prouver à la population des territoires de Fizi et d'Uvira que la justice est, enfin, en marche pour connaître des souffrances qu'elle a eu à subir de la main de l'homme. Un nouveau projet est né cette année : "Contribution à la lutte contre l'impunité des violences sexuelles au Nord Kivu", offrant une aide légale à 15 victimes.
3 Monitoring et alertes sur les crimes de sang, assistance médicale aux victimes Partenaire local : ACMEJ * (voir page suivante)	13 victimes civiles d'agressions commises par des hommes en armes ont reçu des soins médicaux. Vivere accorde un renfort en moyens de communication et de transport à l'ACMEJ qui mène les enquêtes sur de vastes étendues du territoire.
4 Soutien à de jeunes filles déscolarisées suite aux faits de guerre. Secours à des personnes âgées abandonnées et vulnérables. Partenaire local : FEDA, Kazimia	Prise en charge des frais scolaires (primaire et secondaire) de 26 adolescentes dont plusieurs orphelines et plusieurs filles-mères. Deux autres élèves sont soutenues en école professionnelle à Baraka. Trois vieillards privés de tout et sans un toit décent reçoivent appui et assistance multiforme.

République démocratique du Congo, Sud Kivu

* Petite note de présentation de notre partenaire "l'Association Contre le Mal pour l'Encadrement de la Jeunesse et les Droits de l'Homme" :

La plupart des gens de l'ACMEJ sont très courageux, c'est dans les gènes de cette petite organisation. C'est une des raisons pour lesquelles le soutien de Vivere leur est assuré sans discontinuer depuis décembre 2005. En résumé :

- Le renouvellement à hauteur de \$ 1'000 d'une caisse permanente pour soins d'urgence des civils pauvres victimes de violences commises par des hommes en armes.
- Une aide pour le carburant des deux motos (dont l'une fut achetée sur nos fonds) transportant les enquêteurs.
- Ponctuellement : le financement d'actions spéciales, comme celle assistant les 50 orphelins du massacre de Mutarule depuis un an pour leurs frais de scolarité. On participe aussi à des réhabilitations individuelles de civils grièvement blessés et laissés avec un handicap lourd.
- Assistance aux veuves & enfants des militants ACMEJ assassinés (Toto Kaligito, Akili Bigaya, et cette année Aimable Masumbuko Birindwa).
- Téléphones et ordinateurs portables, appareils photos : chaque année Mike leur en apporte quelques-uns parmi ceux de seconde-main qui sont donnés gratis à Vivere.
- Une fois par an : une petite somme pour participer aux frais de fonctionnement de l'ACMEJ, ou bien comme prime d'encouragement aux militants qui sont tous bénévoles.
- Aide méthodologique pour la gestion (compta, rédaction de projets, pose d'indicateurs mesurables, etc.).

Courageux et endurants certainement, mais aussi assez rustiques (dans le sens dépourvus de ruse) lorsqu'il s'agit de 'grenouiller' parmi les élites humanitaires et les bailleurs de fonds, ce qui fait qu'ACMEJ reste et restera sans doute une toute petite organisation de base. Celles du genre que Vivere affectionne particulièrement, qui ramassent le blessé à terre et s'assurent qu'il/elle sera soigné, qui vont au nez et à la barbe des méchants enquêter sur les forfaits commis pour les dénoncer ensuite ouvertement.

(photos Vivere)



Militants de l'ACMEJ en enquête dans un village ayant subi un massacre



Mère & fille blessées lors d'une agression, soignées par l'ACMEJ



Eric Muvomo, coordinateur de l'ACMEJ



Une personne âgée protégée au Sud Kivu



Chambre foraine de Kazimia, sept 2018



Orphelines de Kazimia dont la réinsertion scolaire est assurée



Adolescente mère-célibataire et son bébé protégés à Tulizeni

Syrie

Situation : Les médias du monde entier ont livré suffisamment d'informations sur le chaos s'abattant sur ce pays depuis 8 ans, il est peu besoin d'en surajouter ici. Presse écrite, photos, films, tous les supports se conjuguent pour décrire le martyr du peuple syrien, la dislocation des rapports sociaux, la destruction massive tant de l'habitat que des infrastructures, la monstruosité de la répression utilisée par toutes les parties au conflit, la culture de la haine et de l'intolérance qui s'est emparée des esprits, la folie de nouvelles formes de terrorisme visant à s'ériger en califat avec vocation de gouverner des populations entières. Conséquences humanitaires : 500'000 tués, nombre incalculable de blessés graves, 5,6 millions de Syriens réfugiés (Jordanie, Liban, Turquie et Europe principalement) et 6,2 millions de déplacés selon les chiffres de l'ONU.

Les craignant morts ou dispersés en exil nous sommes restés longtemps sans nouvelles d'une petite équipe de volontaires, connus sur place durant les années d'avant-guerre, auxquels une profonde amitié nous liait. En octobre 2014, miraculeusement, le contact a été rétabli avec ceux qui ont pu rester en activité malgré la grande dangerosité prévalant dans cette région centrale de la Syrie ; (pour raisons évidentes de sécurité on doit limiter les précisions quant aux personnes et aux lieux où le travail s'effectue). Pour évaluer ce qui est faisable et pour conforter l'équipe locale l'un des nôtres s'est rendu sur place en décembre 14, en août 2016 puis en novembre 2017.



Objectifs	Réalizations 2018
<ol style="list-style-type: none"> 1. Prise en charge des frais d'accouchement en milieu médicalisé pour mères dépourvues de moyens et sans autre recours. 2. Lait maternisé 1er âge pour nourrissons dont la maman, sans moyens, ne peut pas allaiter, ou trop peu. 3. Assistance légale (avocat) pour femmes victimes d'arrestation arbitraire par les autorités. Souvent des cas de faux témoignage, d'homonymie, crime d'honneur, etc. Risque sérieux de torture. 4. Contribution aux frais de communication et de transport de l'équipe. 	<p>Au moment de la rédaction de ce rapport (avril 19) et depuis le début de notre engagement, ce travail a permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assister 718 nouveau-nés² pour leurs besoins vitaux, et 92 jeunes mamans pour des accouchements difficiles. - libérer 13 femmes incarcérées dont l'une l'était avec son enfant depuis 5 ans. - faciliter la logistique de l'équipe sur place. <p>Par insuffisance de ressources nous avons malheureusement dû suspendre temporairement l'aide pour les accouchements.</p>

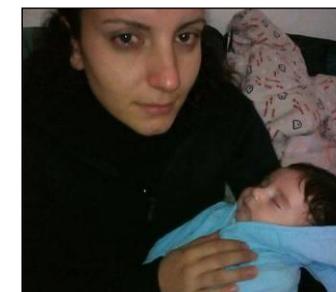


Latifa et son fils, libérés après cinq ans en prison

(© Vivere-Syrie)



Bébés Hanine et Estefan avec leurs mamans



² 60 bébés en moyenne par mois : 1/4 de nouveaux cas et 3/4 d'enfants en poursuite du mois précédent

Maroc

Situation

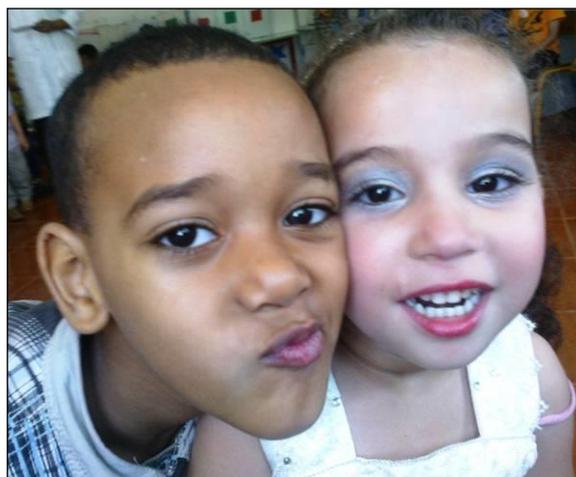
En dépit de l'évolution réelle que ce pays connaît certaines mœurs répressives gardent encore toute leur agressivité, notamment la condamnation sociale et le bannissement des jeunes mères célibataires qui peuvent, par désespoir, recourir à l'infanticide ou à l'abandon de leur nouveau-né.

Suivant une implication de Vivere il y a 18 ans naissait à Agadir l'association Hayati, (en arabe: "ma vie"), grâce à l'engagement bénévole de personnes responsables sur place dont le but essentiel est le soutien aux mères seules en grande difficulté et à leurs enfants en bas âge, ainsi que l'assistance aux bébés abandonnés et la prévention de futurs abandons.

La prostitution reste encore un moyen de survie pour certaines femmes seules, et de nouveaux enfants peuvent être le fruit de ces relations-là. Autant d'enfants qui ne seront pas légalement reconnus. Parmi les mamans qui sont ou ont été mariées on retrouve également des souffrances intolérables : violences conjugales aboutissant à l'abandon, la fuite, et en tous cas à la déresponsabilisation des pères.



Objectifs	Réalisations 2018
Assistance aux mères seules en très grande difficulté et à leurs enfants. Partenaire : Hayati	. 81 enfants sont accueillis en permanence sur les deux sites d'Agadir et de Aït Melloul. Leurs mamans reçoivent une assistance adaptée à leurs besoins sociaux. . Grâce aux efforts de ses membres locaux, la recherche de fonds de Hayati suit une courbe ascendante, et l'association arrive ainsi à s'autofinancer à hauteur de 96%, ce qui soulage d'autant la contribution financière de notre mouvement. Au cours de cette année le bénévolat local s'est encore renforcé de manière très significative, enrichissant autant les activités offertes aux enfants que la capacité de communication et de collecte, en argent et en nature, de Hayati. Un partenariat est envisagé avec la fondation Guezzour pour construction d'un centre d'accueil qui regroupera l'ensemble des enfants.



Enfants de Hayati (© Vivere)

Colombie

Situation

Le 7 août 2018, Iván Duque Márquez a été élu nouveau président de Colombie pour un mandat de 4 ans. Le jour même de son entrée en fonction a été organisée une marche pacifique au niveau national dénonçant les crimes commis depuis le début de l'année à l'encontre des leaders sociaux. Cette mobilisation avait également comme objectif d'exiger du gouvernement des actions concrètes dans le but de mettre fin à ces crimes. Depuis le début de l'année, 230 défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement ont été assassinés, selon l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz) ³

Par ailleurs, le service national aux migrations a révélé des chiffres sur l'arrivée de migrants vénézuéliens. Sur le premier semestre de l'année ces chiffres invoquent plus de 106'000 familles arrivées sur le sol colombien. Selon une enquête du Programme Mondial pour l'Alimentation (PMA), 80% des réfugiés vénézuéliens souffriraient actuellement d'insécurité alimentaire ⁴

A Magangué (région de Bolivar), l'organisation Atucsara poursuit son travail auprès des populations déplacées en raison du conflit armé ⁵, sur 3 axes : sécurité alimentaire, développement communautaire et école pour la paix. Son but : permettre à ces communautés de recréer un réseau social organisé, de revendiquer leurs droits, d'assurer leurs besoins élémentaires. Pauvreté et inégalités sociales, mais surtout violence et manque d'infrastructures publiques restent les principales problématiques identifiées. Les jeunes sont une proie privilégiée pour l'enrôlement par les bandes de micro-trafic dans des activités illégales.

Depuis 15 ans Vivere soutient le volet nutritionnel du projet communautaire global que Atucsara mène avec l'appui de l'association amie CATLEYA. Les jeunes mettent en œuvre des stratégies d'intégration et de participation citoyenne leur permettant de prévenir l'influence des gangs, la délinquance et le micro-trafic dans leur communauté. Les enfants ayant bénéficié des cantines dès le début du projet sont aujourd'hui de jeunes leaders et travaillent activement à l'école pour la Paix.



Objectifs	Réalizations 2018
<p>Assistance nutritionnelle aux enfants particulièrement vulnérables quartiers de Nueva Colombia, Yati, La Peña, Santa Fe et Barranca Yuca. 170 enfants à risque bénéficient d'un repas par jour à la cantine, et 70 enfants d'une collation renforcée. Partenaire : ass. Atucsara</p>	<p>Les cantines scolaires, gérées par les associations de femmes dans les centres communautaires ou hébergées dans la maison d'une femme du quartier, ont permis à 170 enfants (63 enfants déjà présents en 2017 et 107 nouveaux) entre 5 et 14 ans (Nueva Colombia: 55 enfants Yati: 55 La Peña: 30 enfants et Barranca Yuca: 30 enfants) de recevoir un repas par jour. A Santa Fe, 69 enfants participant aux séances de sensibilisation danse et musique, ont pu bénéficier de collations renforcées. Les enfants ont participé aux activités, dont renforcement scolaire, danse, sport, éducation aux valeurs. Au total, 239 enfants bénéficient du programme qui a contribué à améliorer leur état nutritionnel et leur niveau scolaire: 80 d'entre eux ont un niveau académique normal ou bon, 85 ont pu l'améliorer, et 68 ont eu de la peine à atteindre les objectifs.</p>

³ <https://www.amnesty.ch/fr/pays/ameriques/colombie/docs/2018/defenseurs-des-droits-humains-tues-avec-silence-complice-etat>

https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/05/en-colombie-les-assassinats-cibles-de-leaders-sociaux-augmentent_5392870_3210.html

⁴ <https://www.voanoticias.com/a/venezuela-colombia-frontera-exodo-inseguridad-alimentaria-pma-encuesta-/4571755.html>

⁵ [Colombie 2017/2018 | Amnesty International](#)

Colombie



(© Atucsara)



Domaine de travail:

Prévention de & lutte contre le trafic des êtres humains, assistance aux victimes

Situation 2018

Aujourd'hui des millions de personnes de par le monde endurent l'esclavage, que ce soit pour un labeur inhumain, la mendicité forcée, ou pour l'exploitation sexuelle de leur corps.

Depuis l'effondrement de l'ex-URSS, des sources sérieuses estiment à des centaines de milliers le nombre de femmes et d'hommes provenant de l'Europe de l'Est qui ont eu à subir l'esclavage sexuel dans un pays étranger. Les Nations Unies estiment que le trafic illicite d'êtres humains rapporte quelques 150,2 milliards de US \$ par an aux mafias concernées⁶. Nous aidons également de nombreuses victimes provenant d'Asie et d'Afrique.

Objectifs

Les instruments légaux ne manquent pourtant pas pour barrer la route au trafic des êtres humains :

1. les Conventions et Déclarations des Nations unies, notamment les articles 5 et 6 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,
2. les articles 4 et 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948,
3. les articles 1 et 2 de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, de 1949
4. les articles 34 et 35 de la Convention internationale des droits de l'enfant, de 1989
5. le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, Protocole de Palerme du 15 novembre 2000
6. l'objectif stratégique D.3 de la Plateforme d'action et la Déclaration de Pékin de 1995
7. les recommandations du Conseil de l'Europe dans ce domaine, notamment la recommandation n° R (2000) 11 7 sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, la recommandation n° R (2002) 5 8 sur la protection des femmes contre la violence ainsi que la recommandation 1545 (2002)⁹ relative à une Campagne contre la traite des femmes,
8. la Déclaration de Bruxelles de l'OIM sur la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre celle-ci, notamment ses points 7 et 8,¹⁰
9. la Décision n° 1 des ministres de l'OSCE, réunis à Vienne en 2000, visant à renforcer les efforts de l'OSCE pour combattre la traite des êtres humains
10. la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne¹², et plus particulièrement ses articles 5, 4, 21 et 23,
11. la décision cadre du Conseil de l'Europe du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains

Tel qu'expliqué dans les pages suivantes Vivere est au travail dans trois pays-source du trafic : l'Ukraine, l'Ouzbékistan et la Moldavie –y compris en Transnistrie, et dans deux pays de destination dans la région du Golfe Persique, que nous ne désignons pas ici pour raisons de sécurité.

Détaillés dans les pages suivantes nous agissons avec les buts de :

- > Renforcer l'interdiction légale du trafic des êtres humains.
- > Renforcer les sanctions contre tous les commanditaires & complices du trafic.
- > Protéger et assister les victimes du trafic, autant dans le pays où elles ont été déportées qu'une fois rapatriées dans leur pays d'origine.
- > Renforcer les activités préventives, notamment par l'éducation et la sensibilisation des jeunes et des orphelins potentiellement visés par le trafic.

⁶ Source: B.I.T, (ILO) Financial Flows from Human Trafficking, Juillet 2018.

Depuis son engagement dans l'assistance aux victimes du trafic d'êtres humains Vivere a secouru et rapatrié les personnes suivantes :

Victims repatriated by country of origin	2004 à 2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total	% since 2009
Uzbekistan		121	170	97	67	56	43	42	45	55	63	759	45,8%
Russian Federation		17	33	27	22	17	8	22	6	14	15	181	10,9%
Moldova		16	38	20	22	32	15	16	9	6	8	182	11,0%
Tajikistan			5	4	1		3	3	1	3	1	21	1,3%
Armenia			5	2		1	1		2	1		12	0,7%
Azerbaijan			1		1		2	2	1	1	1	9	0,5%
Kyrgyzstan		7	16	15	15	9	7	3	1	5	4	82	4,9%
Ukraine		8	6	8	1	3	4	5	3	7	7	52	3,1%
Georgia			1		2	3	1					7	0,4%
Mongolia									1			1	0,1%
Belarus			2				1	1	1		3	8	0,5%
Turkmenistan			2	3	1	1	2	5	1		1	16	1,0%
Kazakhstan		5	5	6	3	6	4	1	1	5	2	38	2,3%
Sub-total CIS	461	174	284	182	135	128	91	100	72	97	105	1829	82,5%
Nigeria									30	33	22	85	5,1%
Uganda								1	17	9	17	44	2,7%
Kenya									10	5	3	18	1,1%
Ghana									3			3	0,2%
Togo									1			1	0,1%
Tanzania									1			1	0,1%
Ethiopia		2							6	14	11	33	2,0%
Cameroon									7	5		12	0,7%
Morocco										2		2	0,1%
Eritrea										1		1	0,1%
South Africa											1	1	0,1%
Sub-total Africa		2	0	0	0	0	0	1	75	69	54	201	12,1%
Indonesia								2	15	12	13	42	2,5%
Philippines								4	9	5		18	1,1%
Sri Lanka								1	5	3		9	0,5%
India								2	2			4	0,2%
Pakistan								1	1			2	0,1%
Bangladesh								1	4			5	0,3%
Thailand											2	2	0,1%
Vietnam											2	2	0,1%
China											1	1	0,1%
Sub-total Asia		0	0	0	0	0	0	11	36	20	18	85	5,1%
Latvia					1							1	0,1%
Estonia									1			1	0,1%
Romania									1			1	0,1%
Bulgaria										1		1	0,1%
Stateless										1		1	0,0%
Total	461	176	284	182	136	128	91	112	185	188	177	2120	100,0%

Lutte contre l'impunité

Récapitulation des affaires instruites devant les tribunaux respectifs pour l'incrimination des trafiquants d'êtres humains et de leurs complices

	Organisation partenaire	Nombre de procès	Nombre de victimes concernées
Ukraine	Avenir	13	43
Ukraine	Avocat Gennady Gerasimenko	27	116
Ouzbékistan	Istiqbolli Avlod	45	210
Transnistrie	Women's Initiative	1	1
	Total	86	370

Moldavie et Transnistrie ⁷

Situation 2018

Le contexte socio-économique de la Moldavie est l'un des plus déprimés d'Europe. La guerre à l'Est de l'Ukraine voisine est venue y empirer l'insécurité, l'instabilité, en aggravant les tentatives d'expatriation à tout prix. Parallèlement, le morcellement du pays après la guerre de 1992 ⁸ laissent tant la Moldavie que la Transnistrie avec des tensions constantes à leurs frontières, des fractures profondes au sein de la population et des antagonismes freinant de part et d'autre le développement humain.

La pauvreté a poussé la population économiquement active à chercher à l'étranger des opportunités d'emploi. Chaque année des milliers de personnes quittent la Moldavie pour quelques années ou pour des travaux temporaires. En 2016, 23,5% du PIB provenait des transferts d'argent des migrants à l'étranger. Par cette migration, des milliers d'enfants se retrouvent privés de l'affection de leurs parents et d'une surveillance adéquate. Un des dangers pour les jeunes quittant le pays à la recherche d'un emploi, notamment pour les émigrants illégaux, est d'être happés par la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, d'exploitation sexuelle, ou bien pour la mendicité forcée.

L'alcoolisme et la violence domestique font des ravages. La maltraitance subie par les femmes et les enfants contribue à pousser les plus vulnérables vers les filets des trafiquants.



Objectifs	Réalisations 2018
Aides d'urgence, réinsertion socioprofessionnelle, assistance psychologique et/ou légale à des victimes du trafic. Partenaires locaux : Women's Initiative en Transnistrie, et Compasiune au centre de la Moldavie	- Transnistrie : notre partenaire fait état de 63 personnes victimes, ou potentiellement victimes, qui ont été assistées en cours d'année. - Moldavie : 3 victimes sont prises en charge sur le moyen-terme.
Assistance multiforme aux victimes rapatriées. Partenaire local : délégation de l'Organisation internationale des migrations, Chisinau.	Depuis leur lieu d'exploitation Vivere a rapatrié en Moldavie 8 victimes du trafic, avec le concours souvent déterminant de l'OIM afin que l'arrivée de chaque personne soit sécurisée, avec une offre de prestations médicales/sociales qualifiées.
Soutien à des personnes âgées & à des victimes de violence domestique. Partenaire local : Compasiune au centre du pays.	17 personnes ont reçu un secours en bois de chauffage, vital pour surmonter la période hivernale.

⁷ La [Transnistrie](#), sous forme officielle République moldave du Dniestr, est un État non internationalement reconnu à majorité slavophone et au gouvernement [communiste](#) qui a fait sécession de la [Moldavie](#) en 1991 lors de l'indépendance de cette dernière face à l'[Union soviétique](#) (au sein de laquelle la République moldave du Dniestr souhaitait demeurer).

⁸ Guerre ayant fait 3'500 morts et autant de blessés.

Moldavie et Transnistrie



Victimes et psychologues en séance de détraumatisation



Présence et assistance auprès de personnes âgées vulnérables



Prévenir les jeunes, cibles privilégiées des trafiquants

Ukraine

Situation

21 novembre 2013 Début d'[Euromaïdan](#)
 22 février 2014 [Renversement](#) du [président Ianoukovytch](#)
 28 février 2014 Début de la [crise de Crimée](#)
 18 mars 2014 [Rattachement de la Crimée à la Russie](#)
 6 avril 2014 [Guerre du Donbass](#) qui fait toujours rage à présent
 Selon l'ONU le conflit a déjà fait 10'300 morts.



Ajoutée à la précarité générale et au chômage prévalant déjà avant le début des évènements, cette guerre -qui péjore l'économie sociale de l'ensemble du pays- oblige chaque année des milliers de personnes supplémentaires à chercher à migrer, en s'exposant à tous les risques d'être abusées et exploitées par les mafias de trafiquants.

Objectifs	Réalizations 2018
<ul style="list-style-type: none"> . Assistance directe aux victimes du trafic . Lutte contre l'impunité en incriminant les recruteurs & trafiquants devant la justice Ukrainienne . Prévention du trafic auprès d'orphelins et de familles vulnérables. Partenaires : association Avenir à l'ouest du pays, et association Road to Life à l'est (Kharkiv).	Cumulés aux résultats des années précédentes nous arrivons à : <ul style="list-style-type: none"> . 43 victimes du trafic ont reçu l'assistance légale au cours de 12 procès instruits dans la région de Jytomyr. . 116 victimes ont reçu l'assistance légale durant 27 procès instruits à l'Est. Dans quasiment tous les procès nous avons obtenu la condamnation des malfaiteurs à des peines significatives de privation de liberté.



Gennady Gerasimenko, notre avocat, Tribunal de Kharkiv



Campagne de sensibilisation & prévention du trafic

(© Vivere)



Ouzbékistan

Situation

"La situation des droits de l'homme demeure préoccupante en Ouzbékistan. Des progrès ont été enregistrés à partir de 2008 dans certains domaines, notamment la suppression de la peine de mort, l'introduction dans la législation d'un habeas corpus, et en 2013 une amélioration notable concernant le travail des enfants pendant la récolte du coton. L'Ouzbékistan s'est engagé en 2013 à mettre en œuvre 145 des 183 recommandations qui lui ont été faites au titre de l'examen périodique universel mené dans le cadre du Comité des droits de l'homme à Genève. L'UE continue d'exprimer ses préoccupations et ses attentes, notamment la libération de tous les défenseurs des droits de l'homme et prisonniers d'opinion maintenus en détention, la libre activité des ONG, la garantie de la liberté d'expression et de religion et de la liberté des médias." (extrait de 'France Diplomatie')

Face à un taux de chômage élevé et à une politique de rémunérations minimaliste, des milliers d'Ouzbèks cherchent à migrer pour trouver un emploi.

Un tiers des victimes du trafic que nous rapatrions du Golfe persique sont originaires d'Ouzbékistan.



Objectifs	Réalisations 2018
<ul style="list-style-type: none"> . Faciliter deux fois par an une mission de notre partenaire dans le Golfe persique afin d'accélérer l'identification et l'assistance aux victimes Ouzbèks qui y sont exploitées. . Soutenir le service de suites aux victimes une fois qu'elles ont regagné leur pays. . Assistance légale aux victimes ayant le courage de porter plainte contre leur bourreau <p>Partenaire : l'association Istiqbolli Avlod</p>	<p>Par défaut de ressources une seule mission dans le Golfe a pu être effectuée en février.</p> <p>Cependant, 63 victimes Ouzbèks ont été rapatriées au cours de l'année. Le service de suites est assuré à toute victime de la région de Tachkent qui en exprime le besoin.</p> <p>7 victimes ont reçu l'assistance légale devant les tribunaux pour incriminer les malfrats responsables de leur asservissement.</p>



Équipe Istiqbolli Avlod, Tachkent

Golfe Persique

Situation

Plusieurs pays de cette région connaissent un singulier essor économique. Ces richesses excitent la convoitise des trafiquants d'êtres humains qui en font une destination de prédilection; par ailleurs elles sont un 'miroir aux alouettes' pour bon nombre de candidats à la migration.

Porter assistance aux victimes du trafic des êtres humains induit mille difficultés, mais aussi deux dangers potentiels :

- Être directement confrontés avec les mafias qui tirent des profits exorbitants de cet esclavage moderne. Sans foi ni loi, ces gens sont des tueurs.
- Susciter la vexation et le courroux des autorités nationales là où l'exploitation est pratiquée, tandis qu'elles s'évertuent à se présenter au monde comme irréprochables à cet égard. Un seul dignitaire se trouverait contrarié par la démonstration des dures réalités que nous traitons, et en peu d'instant nous serions inquiétés, expulsés, et une fin brutale portée au travail sur place.

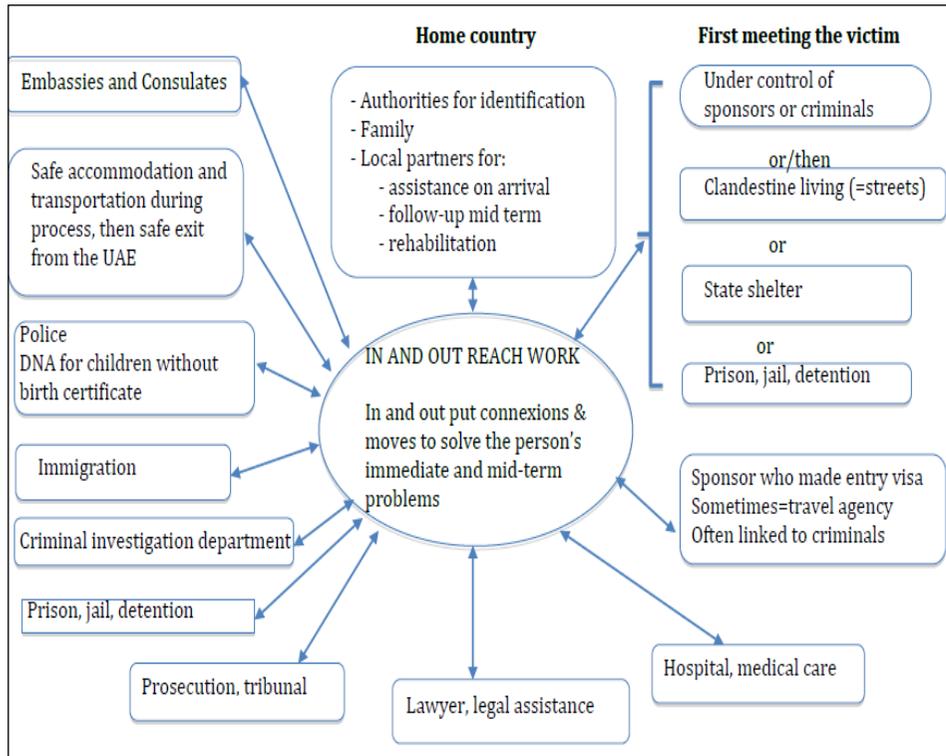
Ces éléments expliquent la discrétion qu'il nous faut observer tant envers les pays concernés que sur les formes de collaboration sur place permettant de délivrer des victimes et les rapatrier en sécurité.



Objectifs	Réalizations 2018
<p>. Réduire les menaces et les tourments endurés par les victimes du trafic retenues contre leur gré dans le pays d'exploitation, en les rapatriant dans leur pays d'origine respectif.</p> <p>. Assurer aux victimes une assistance adaptée à leurs problèmes : médical, légal, social. Tant dans le pays d'exploitation qu'une fois rentrées dans leur pays d'origine.</p> <p>. Renforcer une synergie efficace avec des organisations amies dans les pays d'origine pour qu'un service de suites soit assuré à chaque victime rapatriée.</p> <p>Partenaires locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - notre équipe constituée en 'Crises center' - les délégations régionales de l'Organisation internationale des migrations dans les pays d'origine. 	<p>Depuis 2008 une petite équipe de 5 personnes a été constituée sur place qui travaille en permanence pour dépister et aider les victimes là où elles se trouvent recluses ou en clandestinité.</p> <p>En 2018 cette action a permis d'assurer un secours direct et déterminant à 177 victimes provenant de 19 pays différents et qui y ont été rapatriés dans un délai moyen inférieur à deux mois après la première identification.</p> <p>Notre assistance a pu s'étendre récemment à des victimes provenant d'Asie et d'Afrique. De plus, en 2017 nous avons démarré le travail dans un 2^{ème} pays d'exploitation de la région du Golfe.</p> <p>Le schéma de la page suivante indique la méthodologie que nous avons mise au point avec l'équipe sur place.</p>

Golfe Persique

Schéma d'intervention pour l'identification, la libération, le rapatriement et le service de suites à assurer aux victimes du trafic des êtres humains.



Victimes du trafic des êtres humains en attente de rapatriement
(photo Istiqbolli Avlod)



Campagne pour l'abolition de la peine de mort et de l'emprisonnement à vie applicable aux mineurs

Situation

Initiée en mai 2016, la Campagne a d'abord établi ses objectifs et ses limites :

1 - Obtenir l'abolition de la peine de mort et de la prison à vie pour les mineurs (au moment des faits). Les 13 États concernés par la peine de mort (dans leurs lois ou leurs pratiques) et les 68 États concernés par la prison à vie, ont reçu un courrier de *Vivere* demandant de valider ou non, les informations en notre possession sur leur législation. Trois réponses nous sont parvenues. Mais l'important était de leur signifier l'existence de notre mouvement et de son objectif.

2 - Constituer un réseau international de compétences et de références en vue d'étayer un argumentaire pertinent, spécifique aux mineurs poursuivis ou condamnés, pour développer la diffusion de ces arguments dans l'agenda international. De plus, *Vivere* est devenu membre

- de la Coalition mondiale contre la peine de mort
- du Réseau 'Child Justice Advocacy Group' qui réunit les ONG spécialisées en justice juvénile qui, en intégrant *Vivere*, ont placé l'abolition de la peine de mort comme objectif premier.

3 - Prendre en considération des situations individuelles susceptibles d'être soutenues sur le plan juridique, mais aussi par une mobilisation internationale, en accord préalable avec nos partenaires sur place. Une première collaboration a été établie avec une petite ONG Pakistanaise, « Redemption » (organization dedicated to the prisoners and their families). L'un des nôtres s'est rendu sur place en février 2018 pour ajuster les bases de la collaboration entamée un an plus tôt.

Pays susceptibles d'appliquer la peine de mort aux enfants de moins de 18 ans



Objectif : Au 31 décembre 2022, les treize pays dont la législation prévoit encore la peine capitale et les 68 pays prévoyant l'emprisonnement à vie pour les enfants en conflit avec la loi (moins de 18 ans au moment des faits), ont aboli les articles s'y rapportant dans leurs législations pénales respectives, et ont pris les mesures et dispositions permettant d'en vérifier l'application sur l'ensemble du territoire de leur juridiction. ⁹

Réalisations : Avec l'aide d'étudiant-e-s de l'Ecole Internationale de Lausanne, *Vivere* a lancé une pétition internationale s'adressant au Conseil des droits de l'homme pour faire valoir que la peine de mort est encore applicable pour des mineurs dans une dizaine de pays. Ces derniers ont pourtant ratifié la *Convention relative aux droits de l'enfant* qui stipule (Article 37) son interdiction absolue. Au 31 décembre, la pétition avait acquis 11'145 signatures. <https://www.change.org/p/conseil-des-droits-de-l-homme-des-nations-unies-abolition-de-la-peine-de-mort-applicable-aux-mineurs>

Sur le plan du plaidoyer, *Vivere* a continué à interpeller les autorités de l'ONU sur le cas d'un détenu pakistanais, incarcéré depuis 19 ans pour un crime commis lorsqu'il était mineur. Un procès en appel, puis en Cour suprême, suivi de deux demandes de grâce présidentielle n'ont pas abouti. Son exécution peut donc intervenir à tout moment. Nous avons demandé à la présidente du *Comité des droits de l'enfant des Nations Unies* d'intervenir nominativement auprès du président pakistanais, ce qui a été fait, mais sans résultat à ce jour.

Par ailleurs, l'argumentaire de *Vivere* (disponible sur ce site) a été transmis à de nombreux interlocuteurs et diffusé à plusieurs institutions spécialisées dans le domaine de la justice juvénile au niveau international. *Vivere* a tenu un stand d'information à la Conférence internationale des barreaux francophones qui s'est tenue à Lausanne, en décembre 2018. Ce fut l'occasion de promouvoir cette campagne, grâce à de nombreux échanges avec des avocats de plusieurs pays. .

Nos recherches de partenaires dans plusieurs autres pays concernés par cette situation se poursuivent. Il est difficile de trouver des partenaires dans des pays où la société civile est soit très faible, soit dans l'insécurité sur son action et parfois sur sa propre existence sur un sujet aussi sensible. Nous avons cependant bon espoir d'aboutir en 2019.

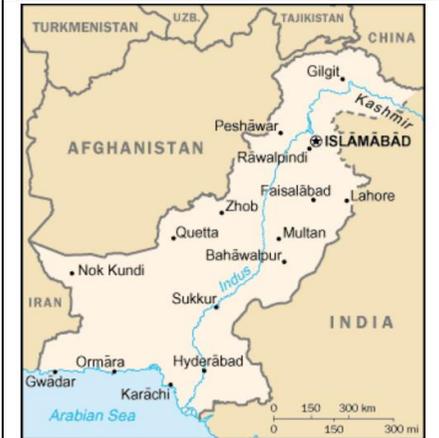
⁹ La taille et les ressources modestes de *Vivere* ne sont évidemment pas à la mesure de mener, seul, une action d'une telle envergure. Nous en appelons au concours en savoir-faire et en forces militantes du plus grand nombre possible d'organisations et de personnes qualifiées qui voudront partager ce combat.

Pakistan

Situation

Selon la législation pakistanaise la peine de mort peut être prononcée contre des enfants de moins de 18 ans, et exécutée, en référence au Décret Anti-terroriste, au Décret Anti-drogue, ou encore pour crime relevant du Hadd (précepte religieux). On peut estimer à environ 800 le nombre de condamnés en attente d'exécution qui étaient mineurs au moment des faits qui leur sont reprochés.

Extraits du rapport 2017 d'Amnesty International sur le contexte général : "La loi adoptée en 2016 a été utilisée pour intimider, harceler et arrêter arbitrairement des défenseurs des droits humains en raison de commentaires publiés en ligne. Les disparitions forcées étaient monnaie courante, et l'impunité était généralisée. Les violences liées au blasphème ont coûté la vie à un étudiant et, fait rare, le gouvernement a condamné ces agissements. Des manifestations de grande ampleur ont été organisées pour soutenir des lois réprimant le blasphème, qui étaient utilisées pour condamner des personnes exprimant leurs opinions. Des journalistes ont été attaqués sans qu'on connaisse l'identité de leurs agresseurs. Les membres des minorités continuaient de faire l'objet de discriminations lorsqu'ils tentaient d'accéder à des droits économiques et sociaux. Des femmes ont continué d'être tuées 'au nom de l'honneur' malgré l'adoption, en 2016, d'une loi réprimant pénalement cette pratique."



Objectifs	Réalizations 2018
<p>Au cours de cette deuxième année : élargir la défense légale à au moins dix jeunes risquant le couloir de la mort.</p> <p>Partenaires : association Redemption, et plusieurs avocats indépendants</p>	<p>En 2018, une dizaine de cas individuels de mineurs poursuivis ou condamnés pour crimes commis avant l'âge de 18 ans ont été traités par nos avocats partenaires à Lahore (Pakistan). L'action de Vivere ne consiste pas à traiter de leur innocence ou de leur culpabilité, mais du risque - illégal - de peine de mort ou de prison à vie, en contradiction avec la Convention relative aux droits de l'enfant (Article 37) ratifiée par le pays, mais aussi en contradiction avec la nouvelle loi nationale sur la justice juvénile édictée en mai 2018, qui interdit la peine de mort aux mineurs (Article 16). Les témoignages de nos partenaires confirment que la loi est largement ignorée et ne fait pour l'instant l'objet d'aucune formation dans la région du Punjab</p> <p>Dans certains cas individuels, la procédure s'éternise sur plusieurs mois pour cause de doute (réel ou supposé) sur l'âge des mineurs. Parfois, des mineurs ont pu être soustraits, grâce aux avocats, à la peine de mort lorsque la procédure a été engagée par une cour "anti-terroriste", pour être traitée par un tribunal "régulier" où ils risquent cependant la prison à vie. Nos avocats ont aussi été saisis d'une situation particulièrement inacceptable où un mineur interpellé est décédé au commissariat de police... Un autre cas de mineur, chrétien, poursuivi pour blasphème contre l'Islam, a pu être relâché et retrouver sa famille à l'étranger.</p> <p>Au-delà de l'aspect strictement juridique de cette action, la dimension humaine est très importante : presque tous les mineurs concernés proviennent de milieux très défavorisés, parfois du milieu rural très éloigné de la ville : leur état psychologique s'en ressent surtout lorsqu'ils sont incarcérés pendant de longs mois, sans information sur la procédure, sans aucune visite de leur famille, et parfois soumis à la violence à l'intérieur de la prison.</p>

Philippines

Situation

Région du nord de l'île de Cebu, en particulier la municipalité de San Remigio et Medellin.
 Les Philippines, avec 103 10 millions d'habitants, se classent au 113^{ème} rang mondial de l'indice de développement humain 11.
 Le pays est dirigé depuis juillet 2016 par Rodrigo Duterte qui diligente des politiques contestables, tels le rétablissement de la peine de mort et les exécutions extrajudiciaires.
 Actuellement, la situation économique du pays aggrave encore les problèmes de malnutrition car environ 28 millions de Philippines sont incapables d'acheter la nourriture nécessaire à couvrir leurs besoins nutritionnels et fondamentaux.

Dans un tel contexte des milliers de malades mentaux dans le pays sont encore aujourd'hui soumis à de graves abus. Stigmatisés et sans ressources médicamenteuses, ils sont souvent entravés, contenus par des chaînes, détenus en cage ou soumis à d'autres méthodes de détention brutale. L'individu est privé de sa liberté, torturé et traumatisé au-delà de l'impact de sa maladie initiale. Les lésions qui en résultent aggravent considérablement la condition des malades, rendant leur réhabilitation très difficile voire impossible.



Objectifs	Réalizations 2018
<p>Libérer un petit groupe d'individus de la maltraitance (encagement, enchaînement, privation de soins) et de la stigmatisation à l'aide d'un travail médico-social et d'une stratégie de réhabilitation. Informer l'entourage des patients et la population locale sur des alternatives aux pratiques portant atteinte à ces droits de l'homme. Diffuser cette action modeste dans les médias et la presse spécialisée, visant à inspirer des actions similaires à plus grande échelle.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des cas et des services de santé mentale sur place par un médecin psychiatre et un représentant de Vivere lors d'une mission exploratoire effectuée en Août/Septembre 2018. - Rédaction d'un rapport sur la situation de victimes pour définir une stratégie d'action. - Entamer des discussion avec les autorités locales pour qu'une équipe locale commence à suivre les cas de malades mentaux les plus sévères dont le traitement est inhumain.

¹⁰ <https://www.who.int/countries/phl/en/>

¹¹ http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update_fr.pdf

Philippines



© Scott Typaldos



COMMUNICATION :

18 articles ont fait mention du travail de Vivere, chiffre en légère augmentation comparé à l'an dernier. En termes d'alerte de l'opinion publique sur les causes qui doivent être mieux connues et mieux comprises, notre capacité reste cependant insuffisante. Aussi, l'appel est permanent aux personnes douées en communication de venir soutenir ce travail avec leurs talents.

La brochure de présentation du mouvement s'avère toujours aussi efficace pour une sensibilisation rapide de publics attentifs mais disposant de peu de temps de lecture. Le stock imprimé gratuitement par des amis qui ne pourront plus réitérer ce geste avait pu être renouvelé grâce à un don spécifique. Nous recherchons une autre solution d'impression gratuite pour quelques centaines d'exemplaires dans nos deux langues de travail (FRA et ENG), et en appelons à tous les lectrices et lecteurs de ce rapport pour prêter main-forte dans cette quête.

Le **site web** de Vivere sur www.vivere.ch remplit son office pour une présentation simple et explicite du mouvement ; c'est aussi un outil commode et économique pour entrer en matière avec des acteurs du terrain qui viennent s'enquérir sur les possibilités de collaboration. En 2018, avec le concours bénévole de Quy Lam, de Ken Nguen The, et de Scott Typaldos, le site a été totalement modernisé.

Facebook la page www.facebook.com/vivereCH a été plus active grâce aux efforts bénévoles de Vincent Sugnaux relayé par Scott.

Nouveau sur **Likendin** <https://www.linkedin.com/company/association-vivere/>

Diffusion de nouvelles du travail : en cours d'année nous avons transmis 14 'Brèves' à l'ensemble des proches du mouvement, consistant en de courts résumés sur tel et tel volet des actions et appelant parfois à un concours ciblé pour résoudre tel ou tel besoin. Nous sommes très reconnaissants à Fiona Blum d'avoir pris le relais de Sian Harding pour les traductions en langue anglaise de ce bulletin. Enfin, le fait de disposer de l'adresse électronique @ de chacun-e permet une économie substantielle de frais d'envois ¹².

Ventes militantes au Marché de Noël solidaire de Pôle Sud, 13 au 15 déc. : grâce aux efforts de Valentina, Sian, Colin, Lea, Julie, Josiane, Yves, Mike, Elena, Kelly, Bernard, Annick et Emma, Vivere a pu présenter au public non seulement des articles en vente mais aussi des explications sur nos activités. Bénéfice très appréciable de frs. 4'555 (€ 4'058), partagé pour moitié en faveur des orphelines de Kazimia (RdC) et moitié pour les nourrissons Syriens.



¹² Ces brèves sont toujours envoyées en "Cci" afin qu'aucun spammeur ne puisse saisir votre adresse au passage. Nous avons adopté l'application Mailchimp afin que les messages s'affichent de façon plus conviviale sur les téléphones portables.

COMMUNICATION (suite)

- Le 22 juin à l'Ecole Internationale de Lausanne s'est tenu un débat contradictoire sur la peine de mort applicable aux mineurs (au moment des faits qui leur sont reprochés), et ce dans le cadre d'une semaine pédagogique sur les droits humains. Responsable chez nous de cette action, Bernard était présent. Enseignants et étudiants se sont partagé les rôles pour confronter les arguments. Les "acteurs" (enseignants et étudiants) ont fait un réel effort de recherche de documentation et d'arguments pour exprimer des analyses nettement plus fondées et crédibles qu'au "Café du Commerce". Les étudiant-e-s n'étaient pas les moins virulents pour promouvoir l'idée que la notion de souveraineté d'un pays ne permet en aucun cas de contredire, dans la pratique pénale, les normes et standards internationaux des droits humains, que ces mêmes États ont négociés, adoptés, signés et ratifiés.
- Le 6 juillet à Zhytomyr, Ukraine, une conférence de presse conjointe a été tenue par les autorités locales (Police, Immigration, Municipalité), notre partenaire local l'association Avenir, et Mike pour Vivere. Sujet : prévention du trafic d'êtres humains à l'ouest du pays, assistance offerte aux victimes, nécessaire répression des réseaux de trafiquants.



COMMUNICATION (suite)

- En août nous avons eu à Lausanne la visite de Georgette Tshibang, fondatrice et responsable du Centre Tulizeni (Nord Kivu, RdC), dont notre partenariat est résumé en page 4 ci-dessus. Ce fut l'occasion pour Georgette de faire enfin connaissance des autres membres de notre équipe, d'être interviewée par la presse, et d'animer une soirée avec des proches de Vivere. Son témoignage filmé est sur <http://vivere.ch/actualites-et-medias-2/#videos>



Rencontre du 6 août avec Georgette

- Du 2 au 12 décembre c'est notre partenaire et ami Me Samy Mukombozi, président de l'UCPDHO au Sud Kivu, qui était parmi nous. Son récit de notre partenariat est aussi sur <http://vivere.ch/actualites-et-medias-2/#videos>



COMMUNICATION (suite)

Du 5 au 7 décembre Vivere a été invité à tenir un stand au cœur du **Congrès de la Commission Internationale des Barreaux francophones**, qui a réuni à Lausanne près 1'000 juristes venant d'une trentaine de pays. Cette présence nous a permis de nombreux contacts militants dont plusieurs sont prometteurs en termes de synergies possibles. On nous a aussi offert de pouvoir présenter notre mouvement à la tribune en séance plénière.



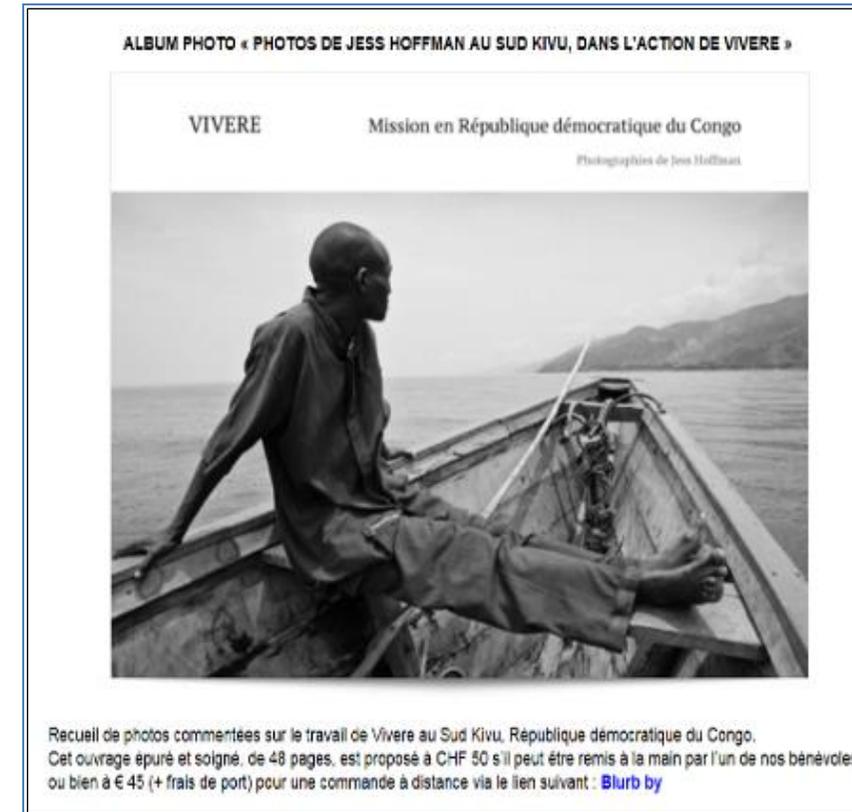
COMMUNICATION (suite)

Cartes au format postal toujours disponible : une série de cartes illustrant nos actions sur le terrain. Les photos témoignent, elles sont bien sûr propriété exclusive de Vivere, ©. Ces cartes vous sont présentées ci-après ; chacune est légendée au verso. La série de 10 cartes est proposée à CHF 20- (€ 15-).

Nous vous invitons à joindre l'agréable à l'utile en commandant une ou plusieurs séries.



Toujours disponible est ce livre de photos sur le travail en R.d.Congo



Le bilan des outils et événements de communication vaut d'être souligné par le fait qu'il s'est constitué avec quasi zéro coût net pour le mouvement. Autant de gratuités ne le sont bien évidemment pas pour tout le monde, aussi Vivere assure sa plus profonde gratitude à celles et ceux qui ont eu le courage de les solliciter comme à celles et ceux qui les ont concédés, souvent sur leurs propres deniers et/ou en payant de leur personne au prix fort. C'est bien simple : nous leur devons tout, absolument tout !

II FINANCES

Josiane soumettra à l'assemblée générale les comptes 2018 en bonne et due forme. Ces comptes ont été gracieusement compilés par la société MAZARS, dont les responsables se sont montrés sensibles aux causes défendues par *Vivere* et au souci qui est le nôtre d'épargner les ressources par l'allocation de prestations gratuites.

Rappelons que la facturation de ce travail est compensée par un accommodement assurant, *in fine*, aucun frais pour le mouvement. Un tel geste est exceptionnel car il permet non seulement de garantir les meilleurs facteurs de sérieux et de professionnalisme à la tenue de nos comptes, mais aussi d'inspirer confiance aux donateurs sur cet aspect si sensible de la gestion.

En fin d'année *Vivere* compte 5 membres individuels qui forment le comité, 54 membres solidaires cotisants, et 443 donateurs depuis le début, dont environ 1/5^{ème} ont fait un ou plusieurs versements cette année. Ces personnes sont principalement en Suisse, en France et en Espagne, quelques-uns aux USA. Nous assurons tous les donateurs et membres de notre vive gratitude pour la confiance qu'elles & ils accordent à ce mouvement. Grâce à vous, quelque part dans le monde quelqu'un a cessé de souffrir, et ailleurs un autre souffrira moins.

Il n'y a pas de 'petits' dons à *Vivere*, ce d'autant moins que les versements les plus modestes correspondent cependant souvent à une intention fervente.

La motivation de donateurs qui versent CHF 10 ou 25, à plusieurs reprises en cours d'année, nous va droit au cœur et mérite notre plus profond respect.

Tant que nous fonctionnerons en bénévolat intégral, la totalité des ressources part et partira sur le terrain dans les projets. Ce principe reste constant. Nous avons reçu des dons spécifiques pour couvrir en quasi totalité les frais de mission & d'administration.

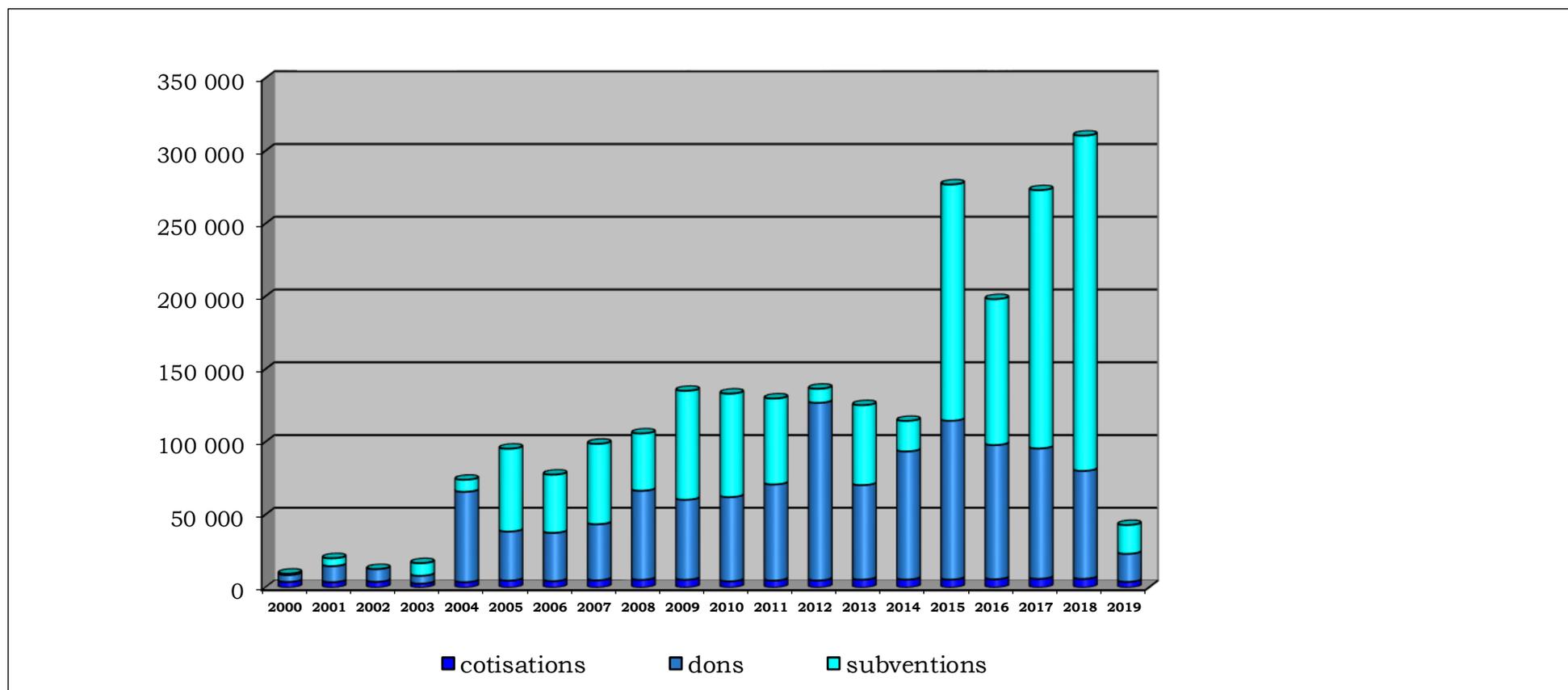
Évidente au fil des pages plus haut est la solidarité exceptionnelle accordée aux actions sur le terrain par les organisations amies : la fondation Prapioz, l'Organisation internationale des migrations, la Fondation Pro Victimis, le Département Fédéral des Affaires Étrangères, la fondation Sentinelles. Une telle confiance décuple grandement l'impact du travail. Preuve, aussi, que les causes humaines que nous soutenons recoupent les convictions de justice de ces organisations dont la chronique est bien plus longue que la nôtre, et dont la sagesse très souvent nous éclaire.

Onze membres ou donateurs ont spontanément décidé de faire ou de reconduire un ordre de paiement mensuel ou trimestriel permanent en faveur du mouvement, ce qui fait un apport précieux à la fois bien sûr par les montants concernés mais aussi comme un signe d'encouragement qui se renouvelle régulièrement.

À titre indicatif ce graphique :

Les ressources

(situation au 6 avril 2019, en francs suisses)



*

Depuis sa création en 1999 Vivere est mû uniquement par des bénévoles. Sans coûteux dispositifs pour la recherche de fonds ou le marketing, et sans loyers à supporter, nos frais de fonctionnement sont à moins de 2%. Cette gestion spartiate du mouvement n'est possible que grâce à votre solidarité.

III L'ÉQUIPE

Emma Garcia comme secrétaire, Josiane Grimbühler trésorière, Scott Typaldos et Sian Harding forment avec Mike Hoffman le comité de *Vivere* qui, s'étant réuni formellement à 4 reprises¹³ depuis la précédente assemblée générale, se concertent régulièrement entre-deux. Bernard Boëton, responsable du projet 'Abolition de la peine de mort appliquée aux mineurs', participe aussi aux séances du comité.

Notons que le courrier nous amène souvent des candidatures spontanées de personnes cherchant un stage ou un emploi, leur confiance nous honore. *Vivere* peut certes être un terrain de stage intéressant pour un-e aspirant-e désirant s'impliquer sérieusement, dans le principe nous l'accueillerions volontiers ; mais à défaut d'un local-bureau et d'une personne présente en permanence l'association ne réunit que difficilement les conditions logistiques minimales pour encadrer valablement un-e stagiaire.

Les pages précédentes attestent que 2018 nous aura apporté de nombreux concours bénévoles déterminants. Sans risquer des oublis il serait hasardeux de chercher à récapituler tous les noms qui n'ont pas déjà été cités dans ce rapport, mais notre gratitude est vive envers chacune de ces personnes qui seules ont permis, et permettent encore, de tirer vers le haut l'action du mouvement.

Il demeure cependant souhaitable que davantage de membres s'impliquent dans la recherche de fonds & de gratuités.

IV L'AVENIR :

Ce petit mouvement doit ambitionner de :

1. Intéresser davantage de personnes à en devenir membres, et davantage de ses membres à y prendre des responsabilités concrètes.
2. Accroître sa capacité de recherche de fonds pour parvenir rapidement aux montants figurant dans notre projet de budget conçu au lancement, soit environ CHF 500.000/an (€ 417'000). Une telle surface financière permettrait d'aborder une trentaine de microprojets dans l'année en ayant 1 équivalent temps-plein en force de travail permanente pour servir et coordonner l'ensemble sous l'égide du comité.
3. Quelle que soit l'évolution financière : intensifier la communication sur les causes & combats pour lesquels *Vivere* a été créé, soutenir les acteurs de justice qui se battent en première ligne, s'impliquer davantage dans les réseaux militants et aider à faire circuler des informations vitales.

*

Nous espérons lire ou entendre vos critiques, commentaires, contributions. Cette petite machine à rétablir le droit de vivre vous doit tellement... et pourtant elle vous réclame encore !

17 avril 2019

Sian Harding

Emma Garcia

Josiane Grimbühler

Scott Typaldos

Mike Hoffman

Vivere 7, ave d'Yverdon C.H.1004 Lausanne contact@vivere.ch www.vivere.ch CCP 17 – 709 738 – 6
Prix des droits de l'homme de la République française, mention spéciale, 2007 Membre de la FEDEVACO
association à but non lucratif régie par les articles 60 et suivants du code civil suisse, politiquement et confessionnellement indépendante
reconnue d'utilité publique

¹³ Les 12 avril, 28 juin, 4 octobre et 4 décembre